

Réponses de l'Ifop sur l'étude Islam/Islamisme

1 - Il n'est pas possible de vous fournir les données brutes alors même qu'un deuxième volet doit encore être publié prochainement et qu'il n'est pas d'usage pour les instituts en France de livrer les données brutes d'une enquête commandée par un acteur privé.

Le questionnaire est affiché dans le rapport de 60 pages : chaque question y est présentée :

-... avec le texte exact qui a été posé par nos enquêteurs aux répondants

-... avec le filtre : ils y sont indiqués clairement pour les questions filtrées (ex : femmes voilées) avec les effectifs de répondants

-... dans l'ordre de passation du rapport, le questionnaire commençant par des « premières questions » sur la religiosité pour finir sur le niveau de soutien aux mouvances islamistes

1) Serait-il possible que l'IFOP nous envoie le questionnaire complet qui a été utilisé pour interroger les sondés ? Est-il également possible de recevoir les données brutes obtenues à la suite de cette récolte ?

2 - Il n'y a aucune autre définition complémentaire dans notre étude autre que celles qui sont indiquées dans notre rapport : les termes "*Frères musulmans*", "*salafistes*", "*Loi islamique*" ont été présentés aux répondants tels qu'ils les entendaient sans autre précision sauf quand cela est indiqué dans le questionnaire.

Pour information, les mots mis entre parenthèses ne sont pas cités aux répondants sauf s'ils demandent des précisions à ce propos. Dans la phrase « *La loi musulmane (la charia) doit-elle...* » par exemple, le terme charia n'a donc été cité à quasiment aucun répondant, comme c'est d'usage dans les enquêtes téléphoniques : seuls les enquêtés qui ont demandé à quoi la loi islamique faisait référence ont eu cette précision. Le faible taux de personnes ne connaissant pas les « *Frères musulmans* » (9 %) confirme à nos yeux que ce thème est connu par la quasi-totalité des musulmans.

2) Comment certains termes ont-ils été définis au téléphone auprès des sondés ?

Notamment : "*Frère musulman*", "*salafistes*", "*loi islamique*")

3 - Les taux de réponses "indifférence", voire "ne connaît pas", et "NSPP" sont affichés dans notre rapport de 60 pages ainsi que dans notre analyse (sur le détail du djihadisme).

L'analyse écrite de l'enquête (15 pages) et le rapport au format PPT (60 pages) étant déjà d'une taille exceptionnelle pour une enquête publiée, vous comprendrez qu'on ne peut pas analyser tous les chiffres d'un rapport dans son document de synthèse.

3) La diapo 56 rapporte le "degré de sympathie à l'égard des courants islamistes". On remarque un gros taux de réponses "indifférence", voire "ne connaît pas", et "nssp". En avez-vous tiré des conclusions ? Celles-ci ne sont pas abordées dans les documents fournis, contrairement à une phrase écrite en grand : "*33% de la proportion totale des musulmans affichant de la sympathie pour au moins une mouvance islamiste*". Comment est définie "*mouvance islamiste*" ?

4 – Les slides 12 et 13 sont des slides de synthèse avec des chiffres clés récapitulatifs des principaux enseignements de l'enquête. Le détail relatif à ces questions les concernant est détaillé ultérieurement et dans des slides qui présentent l'intégralité des choses les concernant. A nos yeux, tout le monde sait à quoi correspond « l'abattage rituel, le mariage ou l'héritage », sachant que

contrairement l'abattage rituel est interdit aux particuliers dans leur foyer. Or, dans cette question, nous faisons référence aux choses qui se passent « dans sa famille » et non des abattoirs certifiés extérieurs au foyer.

4) Sur la diapo 12, on lit que 44% des musulmans *“pour qui le respect des règles de l’islam est plus important que celui des lois françaises.”* Or en petit, on voit que la question est en réalité : *“sur un sujet important dans votre famille comme l’abattage rituel, le mariage ou l’héritage, que feriez-vous si vous deviez choisir entre le respect des lois françaises et le respect des règles de votre religion ?”* Pensez-vous que ces deux phrases soient similaires ? Des précisions ont-elles été données aux sondé-es ?

Que signifie “le mariage ou l’héritage” ? et que signifie “l’abattage rituel”, sachant que l’abattage rituel halal est autorisé en France et correspond donc aux lois françaises ?

5 - Cette question a été formulée par Le Monde des religions dans une enquête de 2008, et nous l'avons reprise telle quelle, afin de mesurer des évolutions, en dépit de ses imperfections.

5) La diapo 49 mentionne *“La position sur l’application de la charia dans les pays non-musulmans”*. Alors que seuls 15% disent *“appliquée intégralement”*, on lit que 31% correspond à *“Appliquée en partie, on peut l’adapter aux règles du pays où on vit”*, or il y a une grande différence entre *“appliquée en partie”* et *“on peut l’adapter aux règles du pays”*. Sur quel point les sondé-es ont-ils et elles répondu ?

Est-il vraiment légitime d’en conclure que *“46% des Français musulmans estiment que la loi musulmane (la charia) doit être appliquée dans les pays non-musulmans”* ?

6/7 – Il est précisé dans notre analyse comment est constitué ce chiffre de 59 %. Il s'agit des personnes qui ont répondu « Au moins une fois Oui » à une de ces formes de pressions ou de risques subis par les femmes, notamment dans l'espace public. Il s'agit d'un procédé classique dans nos enquêtes comme vous pouvez le constater dans notre dernière étude sur l'[islamophobie](#) (ex : page 21). Il n'y avait pas de meilleurs termes pour désigner globalement ces femmes qui portent le voile pour des raisons de sécurité, pour ne pas apparaître impudiques au regard des autres, pour éviter le regard des hommes ou sous pression.

6) La diapo 29 est résumée par la phrase *“proportion total de musulmanes voilées pour faire face aux risques ou pressions pesant sur les femmes : 59%”*

D'où vient cette donnée de 59% ? Le graphique indique que seuls 2% des femmes voilées interrogées se disent “sous pression” des proches.

7) Est-il alors légitime de parler de “pressions” à côté du pourcentage 59% ?

8 - Le sigle « NP » signifie « non posée » lors de l'enquête passée.

8) Au passage, que signifient les « NP » dans cette diapo ?

9 - Une base de 150 effectifs nous paraît un seuil minimal mais acceptable pour analyser ces données, d'autant plus que nous avons à peu près les mêmes effectifs lors des deux dernières enquêtes pour lesquelles nous disposions d'historiques sur cette question.

9) Cette phrase et ces données sont extrapolées à partir de 148 femmes voilées interrogées (parmi lesquelles ont été par ailleurs incorporées les 9% de femmes qui ont pourtant dit porter *“très rarement”* le voile). Est-ce assez pour en tirer des conclusions ?

10 - Il est précisé dans notre analyse comment est constitué ce chiffre de 43 % : à partir des personnes exprimant un refus pour au moins un des quatre comportements testés (même logique qu'au point 6/7).

10) Diapo 31 : d'où vient la donnée *“43% des musulmans refusent au moins une forme de contact physique ou visuel avec l'autre sexe”* ?

11 - Il s'agit d'un portrait religieux des musulmans, et non des autres confessions. Pour des raisons de coûts, les adeptes de ces autres religions n'ont pas été interrogés sur tous les sujets, notamment sur l'islamisme ou les Frères musulmans. Le graphique s'inscrit dans un encadré spécifique sur la proportion de jeunes dans l'analyse. Dans la mesure où elle ne peut pas figurer dans notre rapport qui suit lui l'ordre du questionnaire, elle ne figure donc que dans la synthèse écrite.

11) La place des “autres religions” et la comparaison avec les résultats de ce groupe “miroir” est très peu mise en avant dans l'étude. Pour quelle raison les résultats ne sont pas systématiquement comparés ?

12 - À aucun moment les jeunes « ne se disent rigoristes », nous les qualifions de « rigoristes » car leurs comportements et pratiques religieuses le sont de plus en plus (ex : prière, fréquentation du lieu de culte, voile...).

12) Au fil de sa communication l'IFOP a préféré les expressions : *“les jeunes sont plus rigoristes et plus radicaux”* et non pas *“les jeunes se disent”*. Ne serait-il pas pertinent de rappeler à chaque fois qu'il s'agit de déclaratif, à partir d'un entretien téléphonique (donc pas sur un temps long) ?

13 - Oui, notre réponse est toujours d'actualité, sachant que tant que les allégations de Mediapart à l'égard de notre client ne seront pas fondées et prises en compte par la justice, il n'y a pas de raison que nous fassions évoluer notre collaboration avec ce média.

13) En 2023, Mediapart avait interrogé le président de l'IFOP concernant la revue “Ecran de veille”, qui avait déjà commandé un sondage. Nous vous envoyions nos révélations sur les relations de la société qui édite cette revue avec une société-écran basée au Royaume-Uni, et les soupçons de financement des Émirats arabes unis (<https://www.mediapart.fr/journal/france/010323/une-fuite-de-donnees-revele-l-ingERENCE-de-s-emirats-en-france>).

14) Enfin, s'agissant de la revue qui a commandé le sondage, pouvez-vous nous expliquer son rôle dans l'élaboration du sondage. Quelle commande vous a-t-il fait précisément? A-t-il participé au choix des thématiques ? A-t-il suggéré des formulations de questions? A-t-il approuvé ou relu la façon dont le sondage se présentait, dont les questions étaient posées? A-t-il aussi participé, d'une façon ou d'une autre à sa synthèse, aux agglomérations de chiffres, en les relisant avant publication?

14 – Notre collaboration avec ce média s'est faite selon les mêmes modalités qu'avec n'importe quel média. Pour en savoir plus, je vous invite à en discuter chez vous avec Valentine qui a déjà travaillé avec nous sur une commande quand elle travaillait chez *Quotidien* (2017). Après avoir échangé sur la thématique et la cible de l'enquête, l'institut rédige un premier draft de questionnaire qui fait l'objet de discussions, sachant que ces questions sont, dans leur très grande majorité, reprises d'études passées menées en partenariat avec des journaux comme *Le Monde* – auquel Edwy Plenel n'avait d'ailleurs rien trouvé à redire durant 3 vagues –, *Le Nouvel Obs* ou des journaux spécialisés comme *La Croix* ou *Le Monde des Religions*.... Pour résumer, le commanditaire comme n'importe quel média a participé au choix des thématiques, mais n'a été à l'origine d'aucune des formulations de questions, ce travail reprenant quasi exclusivement des questions déjà posées dans le passé... Enfin, le commanditaire n'a pas relu avant publication le rapport final.

François Kraus, directeur du pôle Politique / Actualités de l'Ifop.

Paris, 19 novembre 2025